

Rafael Correa : “Les conditions imposées à la Grèce n’ont jamais visé à surmonter la crise, mais à liquider la dette”

Rafael
CORREA

18 juin
2015

Dettes indues. Hier l’Amérique latine, aujourd’hui la Grèce. Et demain ?



Le président équatorien Rafael Correa, dont le pays assure la présidence tournante de la Communauté des Etats d’Amérique latine et Caraïbes, était à Bruxelles pour participer au sommet Union européenne – CELAC.

L’Equateur a l’une des économies les plus dynamiques en Amérique Latine. Dans cette interview exclusive, il nous donne sa recette et son avis sur la crise mondiale et européenne.

Alberto de Philippis, euronews : “En 2014, l’économie équatorienne a connu une croissance du PIB de presque 4 %, c’est-à-dire plus de trois fois la moyenne de la région. Comment avez-vous réussi à obtenir ce résultat dans une période de crise mondiale et structurelle ?”

Rafael Correa : “L’année dernière a été difficile pour l’Amérique latine, avec une croissance de 2,1 %. Celle de l’Equateur a atteint 3,8 %, et 4,3 % pour la région où il n’y a pas de pétrole. Donc, nous avons des résultats plutôt bons pour la région. Quelle a été la clé de ce succès ? Comprendre l’économie, savoir que les fondamentaux, la clé, consiste à protéger la production et l’emploi national, et à augmenter la production et créer de l’emploi. Nous n’avons pas cédé aux chants des sirènes du “sauve-qui-peut”, du marché libre et de la loi de la jungle, nous avons adopté des politiques qui privilégient notre production, nos emplois, et aussi un investissement public important qui attire à son tour l’investissement privé, car ce sont surtout des infrastructures en matière d’énergie, et d’éducation. Vous savez, nous les latino-américains, nous sommes experts en matière de crise. Parce que nous les avons toutes subies, et nous observons avec inquiétude que l’Europe commet les mêmes erreurs. Le cas de la Grèce. C’est-à-dire toutes les conditions qui lui sont imposées comme le paquet de mesures du Fonds monétaire international, nous sommes experts en la matière, nous les latino-américains... Cela n’a jamais visé à surmonter la crise, mais à liquider la dette. C’est-à-dire que d’un côté, le FMI donne de l’argent, mais il impose une série de conditions (réduction des salaires, suppression des subventions, dégraissage du service public, aucun investissement, etc) pour dégager des revenus qui ne restent pas dans le pays et servent à rembourser la dette privée et au final, les pays s’endettent auprès des institutions internationales et le remboursement de la dette privée a été garanti. Les gens n’ont rien obtenu, il n’y a pas eu de sortie rapide de la crise. Donc nous voyons que la même chose se répète en Europe, la suprématie absolue du capital sur les êtres humains, en fonction d’une science présumée qui n’est en réalité que pure idéologie, purs intérêts”

euronews : “Vous ne pensez pas que c’est un problème de vivre au-dessus de ses moyens ?”

Rafael Correa : “Ecoutez, tout ça nous l’avons déjà vécu avec la crise de la dette dans les années 1980 en

Amérique Latine. Avant 1976, ni les banquiers, ni les touristes ne venaient en Amérique latine. Après 1976, les banquiers sont arrivés au ministère de l'Economie avec des pots-de-vin, pour proposer des crédits pour acheter des armes, et ce dans des dictatures, pas dans des démocraties. D'où l'énorme dette latino-américaine, à laquelle les médias ont contribué en répandant la théorie économique de l'endettement agressif, selon laquelle des projets très rentables permettent de rembourser la dette. Et c'est ce qui s'est passé en réalité, avec le deuxième choc pétrolier, les pays arabes avaient un excédent de liquidités qu'ils ont placé dans les banques des pays développés. Et le business des banques ce n'est pas de garder, mais de placer l'argent. Et il n'y avait plus d'endroits où le placer donc ils ont fini par se tourner vers l'Amérique latine. Ils pensaient que les pays ne pouvaient pas faire faillite, jusqu'en 1982 quand le Mexique a dit "je ne peux plus continuer à payer la dette", et ils sont arrivés à la brillante conclusion que le problème venait d'un recours excessif à l'emprunt, nous avons sollicité trop de prêts, mais ils n'ont jamais dit que c'était un problème de prêts excessifs, qu'ils ont octroyé trop de prêts. Et ils savaient que c'était une dette corrompue par le recours à des pots-de-vin, et que c'était pour de l'armement, pour des dictatures. Donc vous pouvez me dire que les banques ne connaissaient pas la situation de la Grèce, l'énorme déficit fiscal parce que les comptes étaient maquillés, et maintenant, on conclut que la Grèce est la seule responsable. La responsabilité est au moins partagée. Et c'est de là que vient aussi la solution. Avec cette expérience, en plus de notre formation d'économiste, nous faisons très attention au profil de l'endettement. Par exemple, la constitution interdit de s'endetter pour des projets sociaux parce que ce serait un paradoxe. D'un côté, ils faisaient pression sur nous pour que nous remboursions une dette illégitime et comme il y avait des besoins fondamentaux pour les hôpitaux et les écoles, le FMI et la Banque mondiale disaient "tenez ces crédits pour le social". Ils avaient le beau rôle. Il y a un important retour sur investissement dans le social, mais vous avez besoin de dollars pour rembourser des dollars. Et de nouvelles crises arrivaient, avec étranglement financier. Par exemple, aujourd'hui, on peut seulement s'endetter pour des projets productifs, des projets sociaux qui génèrent un bénéfice en dollars. Nous faisons très attention à notre plan d'investissements, et à où va cet argent. Nous avons besoin de financement, nous sommes capables de rembourser, mais ce sont des financements pour des projets hautement rentables"

euronews : "L'Equateur tente de se développer à tous les niveaux. Le Vénézuéla a beaucoup parié sur les revenus du brut. Une fois que le prix a chuté, le pays est entré en crise"

Rafael Correa : "Bon, le Vénézuéla était beaucoup plus dépendant du pétrole que l'Equateur, et on ne peut résoudre cela en deux, dix ou vingt ans. Ce sont des changements structurels profonds, ce qu'on appelle le développement"

euronews : "Et selon vous Caracas a commis des erreurs ?"

Rafael Correa : "Par exemple, le système bancaire, un système de change aussi contrôlé qu'au Vénézuéla est bon à court terme. Mais on ne peut pas le maintenir à long terme et c'est pour ça qu'apparaissent le marché noir, et des différences entre le taux de change du marché officiel et celui de la rue qui génèrent de grandes distorsions, de la petite corruption et ils en sont conscients. Mais cela implique de faire des réformes légales, y compris constitutionnelles, ce n'est pas facile, en plus de l'opposition non-démocratique et déstabilisatrice qu'ils doivent affronter au quotidien"

euronews : "Et quelle est votre relation avec le Royaume-Uni malgré l'affaire Julian Assange ?"

Rafael Correa : "Assange peut passer toute sa vie dans notre ambassade et il sera toujours le bienvenu, mais le problème pourrait être résolu dès demain si la Grande-Bretagne octroie un laissez-passer. Imaginez-vous un instant si nous étions à leur place : nous aurions un réfugié européen dans une ambassade européenne à Quito. Et nous laisserions passer trois ans sans lui octroyer de laissez-passer. On nous aurait déjà qualifiés de dictateurs, de fascistes, nous serions à la Cour pénale internationale. Que la Grande-Bretagne fournisse un laissez-passer. La loi suédoise permet de recueillir cette déposition à l'ambassade d'Equateur à Londres. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant ? Maintenant, ils vont le faire pour que le délit sur lequel ils enquêtent ne soit pas prescrit, mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait avant ? Donc la solution, la question que vous venez de me poser, c'est à la Suède et à Londres qu'il faudrait la poser. Ils peuvent résoudre ce problème dès demain"

euronews : "Vous ne vous êtes jamais senti instrumentalisé par Julian Assange ?"

Rafael Correa : “Nous n’avons pas accordé l’asile à Julian Assange parce que nous sommes d’accord avec ce qu’il a fait. Je crois que tous les états ont le droit de maintenir certaines informations confidentielles. Même si certaines fuites de Wikileaks sont terribles, elles révèlent des procédures malhonnêtes, des abus... Dans tous les cas, nous n’approuvons pas ces procédés. S’il y a eu pratique illégale, elle doit être condamnée. La fin ne justifie pas les moyens, mais ce n’est pas pour cela que nous avons octroyé l’asile à Assange. C’est parce qu’un procès équitable ne lui était pas garanti. Rappelez-vous que certains fanatiques aux Etats-Unis ont invoqué le Patriot Act je crois, pour condamner à mort Assange...C’est pour cela qu’on lui a accordé l’asile, pas parce que nous sommes d’accord avec les procédés qu’il a utilisés pour accéder aux informations”

»» <http://fr.euronews.com/2015/06/17/rafael-correa-les-conditions-imposee...>